

applaudir en style Prieur (Bulletin « socialiste » d'information) : « **Coup droit à la réaction..., le socialisme est vainqueur de la finance** », etc.

Comment ne comprend-on pas que c'est cela, au contraire, qui conduit le gouvernement à sa chute? Car la pire des choses est de tromper la confiance du peuple. Avec de telles méthodes, on creuse la tombe du gouvernement et de son propre parti. Peut-être Guy Le Normand trouvera-t-il encore dans ces lignes (comme il en a trouvé dans le numéro 1) des « insultes ». Mais nous ne nous lassons pas de rappeler certaines règles fondamentales de la démocratie intérieure aux « stalinien » qui s'ignorent.

LE MUR ET LES ECHELLES

« **Nous sommes au pied du mur...** » écrit Le Normand.

Oui, au pied du mur d'argent, nous le savions déjà en juin 36 et nous aurions pu sans doute ouvrir une brèche, si au lieu d'apaiser, de freiner, de maîtriser la vague populaire qui soulevait le pays à ce moment, nous avions compris notre devoir, qui était de l'utiliser, de la diriger, de la conduire aux positions stratégiques dominantes « **...et nous avons planté des échelles** »...

En est-on bien sûr? (1).

Est-ce vraiment la lutte contre les trusts qui commence?

Nous le souhaiterions ardemment et nous serions les premiers à nous porter aux positions de combat.

Mais là encore, nous craignons les ravages du bluff.

Les échelles ont été posées, mais pour l'adversaire, qui s'y est installé. Ça été : les crédits militaires renforcés (avec l'approbation de Le Normand). Ça été les manœuvres de défense passive, la marche à l'union sacrée. Les projets de militarisation de la jeunesse, le recul de la laïcité, les compromissions avec l'Eglise, puis l'emprunt de la Défense nationale et les avantages copieux accordés aux deux cents familles.

C'est en fonction de tous ces reculs successifs qu'il faut apprécier l'audace des vieux sénateurs.

(1) Comme les événements vont vite!!

Maintenant, il faut en venir aux solutions que nous avons préconisées (qu'on se reporte à nos propositions de novembre et février).

Il faut songer à faire jouer l'intervention directe de la force ouvrière. La pause s'est révélée impossible. **Qui avait raison?** Où sont les « rêveurs » et les utopistes?

CONTROLE DES CHANGES. RETOUR AU PROGRAMME DU F. P.

C'est sur le plan financier que la bataille est engagée à fond.

Qui a traité ce problème et proposé des solutions en dehors du représentant de notre minorité?

Sans doute nous comprenons les exigences dans lesquelles se sont trouvés emprisonnés nos camarades Léon Blum et Vincent Auriol. Les alliances politiques du F. P. et les liaisons internationales ont joué un rôle dominant.

Mais le processus du glissement aux positions les plus éloignées de notre ligne de classe était fatal à partir du moment où l'on s'est refusé à considérer l'exercice du pouvoir comme un moyen de préparer la conquête du pouvoir, à partir du moment où l'on a consenti (avec une loyauté excessive que jamais aucune autre formation politique, ni, à plus forte raison la bourgeoisie elle-même n'observera envers nous) **à ne pas utiliser** le rôle dirigeant du Parti dans le gouvernement.

On a donc cédé aux exigences capitalistes nationales et internationales, pour éviter l'effritement du F. P. et pour éviter la guerre. Nous nous efforçons d'être justes à l'égard de tous.

L'erreur initiale est à présent très évidente : on pouvait compenser la pression capitaliste par une action vigoureuse du Parti, comme représentant le prolétariat offensif et dynamique. La responsabilité du Parti est ici, bien plus lourde que celle du gouvernement, car rien, ni dans sa tradition, ni dans ses décisions ne l'obligeait à confondre sa physionomie, sa propagande, son allure générale avec celle d'un gouvernement qui n'est pas socialiste, mais qui devait servir de transition à un gouvernement de combat révolutionnaire.

Rien, sinon l'idéologie de certains cadres qui sont passés sans coup férir de

l'antiparticipationnisme théorique au participationnisme effectif le plus opposé à une véritable et efficace action autonome de classe.

Dans ces conditions, on en arrive à subir, en position défensive la tactique de l'adversaire au lieu de le harceler et de l'attaquer sans répit.

Et on est amené à célébrer comme des « victoires » les mesures les plus éloignées du programme du Front populaire : emprunts, primes aux exportateurs d'or, impôts indirects.

Répétons, inlassablement, que la crise financière a sa racine dans la crise du régime capitaliste, qu'elle ne sera pas maîtrisée si l'on n'attaque pas l'armature même du régime. Et que les spéculateurs ne seront pas jugulés en dehors de mesures rigoureuses dont le contrôle des changes constitue le cadre nécessaire.

SITUATION INTERNATIONALE

— Fascisme ou socialisme.

— Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne.

Telles sont les perspectives entre lesquelles nous savons qu'il faut choisir.

Mais hélas, la majorité du Parti ne semble pas en prendre conscience. On donne l'impression de vouloir prolonger le régime, et de ne pas savoir « quoi mettre à la place », comme l'avoue ingénument Spinasse.

Ainsi, au point de vue international, les deux courants qui semblent se partager la majorité sont également à l'écart d'une véritable politique prolétarienne :

Ceux qui se refusaient hier à envisager l'hypothèse de la guerre quel qu'en soit le prétexte, consentent ou proposent un développement effrayant de l'appareil militaire de la bourgeoisie... et par conséquent contribuent dans une certaine mesure à aggraver le péril.

Les autres acceptent ouvertement de mettre en activité la diplomatie, la marine, l'armée, l'aviation en vue des « sanctions » contre un « agresseur ». Ce qui est plus logique sans doute, puisqu'on a mis au premier plan les notions de sécurité collective et la S. D. N., pour s'apercevoir un peu tard **ou bien qu'elles sont vides de sens, ou bien qu'elles aboutissent à la guerre générale...**

Là encore, les illusions réformistes et légalistes ont fait leur temps... les yeux des prolétaires doivent s'ouvrir sur cette terrible vérité.

Personne ne peut les dispenser de la lutte acharnée, nationale et internationale, contre leurs ennemis de classe.

Personne ne peut résoudre à leur place les problèmes financiers, économiques, diplomatiques, posés à notre époque par le développement de la lutte de classe et l'agonie du capitalisme.

Ce qui manque le plus à la veille d'une nouvelle vague de guerre et de révolution, c'est l'organisation internationale de classe capable de conduire les masses à la victoire.

Le destin de notre Parti, celui de notre internationale se jouent en ce moment même!

Il n'y a plus une minute à perdre.

Il n'y a plus une erreur à commettre.

Si les travailleurs de France sont dignes de la victoire sur leur ennemi de classe, ils devront en faire la preuve à bref délai.

MARCEAU PIVERT.

(18 juin)

A nos Amis

QUELQUES RÉPONSES EN BLOC

1° Nous voudrions abaisser le prix de nos « Cahiers » mais nous ne pouvons, actuellement, compromettre leur statut financier. Nous n'avons aucune autre ressource que nos abonnements. Les frais d'impression ont augmenté.

2° Mais si les militants veulent se mettre à l'œuvre, il y a une possibilité d'abaissement du prix de revient : c'est l'augmentation du tirage. Dès maintenant, nous laissons une marge de 20 % sur le prix des numéros commandés par quantités supérieures à 50 exemplaires. La vente au numéro doit être organisée dans toutes les sections.

3° Prière de nous aviser de toute irrégularité dans le service des Cahiers Rouges.

4° Prière de diffuser la brochure « Quatre discours et un programme » (par Marceau Pivert, Lucien Hérard, René Modiano). Prix : 2 francs. (S'adresser à Anita Sauvage.)

COLLECTIONS G. R.

Un certain nombre de camarades nous demandent à compléter la collection des numéros parus entre octobre 1935 et mars 1936 de l'ancien « Bulletin mensuel de la Gauche Révolutionnaire ».

Quelques exemplaires restent à leur disposition et nous les enverrons contre 1 franc par numéro aux camarades qui les demanderont.

S'adresser à : G. FLOUTARD, 5, Villa Marguerite, à ISSY-LES-MOULINEAUX.